



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché ( avis rectificatif )

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:25-76090>

Département(s) de publication : **06**

Annonce n° **25-76090**

---

### Section 1 - Acheteur

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : Ville d'Antibes (06)

**Forme juridique de l'acheteur** : Organisme de droit public

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Services d'administration générale

### Section 2 - Procédure

#### 2.1 Procédure

**Titre** : Travaux d'entretien, de réparation et d'amélioration de la chaussée

**Description** : La présente consultation concerne les travaux d'entretien, de réparation et d'amélioration de la chaussée sur la voirie communale et le domaine public communal.

**Identifiant de la procédure** : 28a01886-34a3-4679-bfce-53c7e834d6c9

**Identifiant interne** : 25F082

**Type de procédure** : Ouverte

**La procédure est accélérée** : non

**Principales caractéristiques de la procédure** : Appel d'offres ouvert soumis aux articles L. 2124-2, R. 2124-2, R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la Commande Publique

##### 2.1.1 Objet

**Nature du marché** : Marché de travaux

**Nomenclature principale ( cpv )**: 45233120 Travaux de construction de routes

**Nomenclature supplémentaire ( cpv )**: 45233141 Travaux d'entretien routier

**Nomenclature supplémentaire ( cpv )**: 45233142 Travaux de réparation de routes

**Nomenclature supplémentaire ( cpv )**: 45233220 Travaux de revêtement de routes

##### 2.1.3 Valeur

**Valeur maximale de l'accord-cadre : 10,500,000 Euro**

#### **2.1.4 Informations générales**

**Informations complémentaires :** Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental, visées par l'article L. 2112-2 du Code de la Commande Publique

**Base juridique :**

Directive 2014/24/UE

#### **2.1.6 Motifs d'exclusion**

Situation analogue à la faillite prévue dans la législation nationale :

Faillite :

Corruption :

Concordat :

Participation à une organisation criminelle :

Accords avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence :

Manquement aux obligations dans le domaine du droit environnemental :

Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme :

Fraude :

Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains :

Insolvabilité :

Manquement aux obligations dans le domaine du droit du travail :

Biens administrés par un liquidateur :

Coupable de fausses déclarations, non-communication, n'a pas été en mesure de fournir les documents requis et a obtenu des informations confidentielles de la présente procédure :

Motifs d'exclusion purement nationaux :

Conflit d'intérêt créé par sa participation à la procédure de passation de marché :

Association directe ou indirecte à la préparation de cette procédure de passation de marché :

Coupable d'une faute professionnelle grave :

Résiliation, dommages et intérêts ou autres sanctions comparables :

Manquement aux obligations dans le domaine du droit social :

Paiement des cotisations de sécurité sociale :

État de cessation d'activités :

Paiement d'impôts et taxes :

Infractions terroristes ou infractions liées aux activités terroristes :

## Section 5 - Lot

### 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

**Titre** : Travaux d'entretien, de réparation et d'amélioration de la chaussée

**Description** : La présente consultation concerne les travaux d'entretien, de réparation et d'amélioration de la chaussée sur la voirie communale et le domaine public communal

**Identifiant interne** : 25F082

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché** : Marché de travaux

**Nomenclature principale ( cpv )**: 45233120 Travaux de construction de routes

**Nomenclature supplémentaire ( cpv )**: 45233141 Travaux d'entretien routier

**Nomenclature supplémentaire ( cpv )**: 45233252 Travaux de revêtement de rues

**Nomenclature supplémentaire ( cpv )**: 45233220 Travaux de revêtement de routes

**Options** :

**Description des options** : L'accord-cadre est conclu à compter du 1er janvier 2026 (ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure) jusqu'au 31 décembre 2026. L'accord-cadre peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 2 ans, sans que ce délai ne puisse excéder le 31 décembre 2028

#### 5.1.3 Durée estimée

**Durée** : 36 Mois

#### 5.1.4 Renouvellement

**Nombre maximal de renouvellements** : 2

#### 5.1.5 Valeur

**Valeur maximale de l'accord-cadre** : 10,500,000 Euro

#### 5.1.6 Informations générales

**Participation réservée** : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP)** : oui

#### 5.1.9 Critères de sélection

**Critère** :

**Type** : Aptitude à exercer l'activité professionnelle

**Nom** : Capacités professionnelles

**Description** : Se référer au règlement de la consultation

**Critère** :

**Type** : Capacité technique et professionnelle

**Nom** : Capacités techniques

**Description** : Se référer au règlement de la consultation. A noter que des certificats de qualifications sont demandés : FNTP 3 Voiries, routes, pistes d'aéroport 34 Chaussée urbaine - 341 Assises de chaussée - 3421 Revêtements en matériaux enrobés - Enrobés classiques - 3422 Revêtements en matériaux enrobés - Enrobés spéciaux Et 36 Travaux particuliers - 3622- Retraitement de couches de surface- Fraisage, rabotage

**Critère** :

**Type** : Capacité économique et financière

**Nom** : Capacités financières

**Description** : Se référer au règlement de la consultation

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère** :

**Type** : Prix

**Nom** : Prix

**Description** : Se référer au règlement de la consultation. A noter que Le critère « prix » sera analysé au regard des deux éléments suivants : 1/Le Devis Descriptif Estimatif Détaillé (D.D.E.D.) 2/ La méthode du « chantier masqué »

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 40

**Critère** :

**Type** : Qualité

**Nom** : Valeur Technique

**Description** : Se référer au règlement de la consultation

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 40

**Critère** :

**Type** : Qualité

**Nom** : Performances en matière de protection de l'environnement

**Description** : Se référer au règlement de la consultation

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 20

#### 5.1.11 Documents de marché

**Adresse des documents de marché** : [www.marches-securises.fr](http://www.marches-securises.fr)

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation** :

**Présentation par voie électronique** : Requise

**Adresse de présentation** : [www.marches-securises.fr](http://www.marches-securises.fr)

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées :** français

**Catalogue électronique :** Non autorisée

**Variantes :** Non autorisée

**Date limite de réception des offres :** 31/07/2025 à 14:00

**Date limite de validité de l'offre :** 120 Jour

**Informations relatives à l'ouverture publique :**

**Date d'ouverture :** 31/07/2025 à 14:30

**Conditions du marché :**

**Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :**  
Non

**Facturation en ligne :** Requise

**La commande en ligne sera utilisée :** non

**Le paiement en ligne sera utilisé :** non

**Forme juridique que doit revêtir un groupe de soumissionnaires auquel un marché est attribué :** En cas de groupement, la forme juridique imposée après attribution par le pouvoir adjudicateur est un groupement solidaire, nécessaire à la bonne exécution de l'accord-cadre. L'entreprise mandataire d'un groupement ne peut représenter, en cette qualité, plus d'un groupement pour un même accord-cadre. Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois : • En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ; • En qualité de membres de plusieurs groupements

**Montage financier :** Financement sur les crédits ouverts au budget

**Informations relatives aux délais de recours :** Voies et délais de recours Référé précontractuel (art L. 551-1 du Code de justice administrative) pendant toute la procédure et avant la conclusion du contrat. Référé contractuel (article L.551.13 et suivants du CJA) au plus tard le trente et unième jour suivant la publication d'un avis d'attribution du contrat ou, pour les marchés fondés sur un accord-cadre ou un système d'acquisition dynamique, suivant la notification de la conclusion du contrat. Tout concurrent évincé de la conclusion d'un contrat administratif est recevable à former devant le juge administratif un recours de pleine juridiction contestant la validité de ce contrat ou de certaines de ses clauses non réglementaires qui en sont divisibles (et y compris en faisant valoir l'illégalité des actes détachables du contrat) assorti le cas échéant de demandes indemnitaires dans un délai de 2 mois à compter des mesures de publicité appropriées notamment de la publication de l'avis d'attribution. Référé-suspension (art L. 521-1 du CJA) sous condition d'urgence quand le contrat fait l'objet d'un recours de pleine juridiction contestant sa validité. Recours indemnitaire dans les 2 mois à compter d'une décision expresse ou implicite de rejet de la demande préalable (art R. 421-3 du CJA) Demande de déféré préfectoral (art L. 2131-8 du Code général des collectivités territoriales) : dans les 2 mois à compter de la date à laquelle l'acte litigieux est devenu exécutoire. Réglementation générale sur la protection des données personnelles Conformément aux articles 12, 13 et 14 du Règlement Européen Général sur la Protection des Données Personnelles du 27 avril 2016 et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée par la loi n°2018-493

du 20 juin 2018, et eu égard à l'article 6 de ce même règlement dispensant l'acheteur public de demander de façon expresse l'autorisation de recueillir et des traiter les données personnelles lorsque ce traitement est nécessaire à l'exécution d'un contrat auquel la personne concernée est partie ou à l'exécution de mesures précontractuelles prises à la demande de celle-ci; le candidat dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement (dans la limite de la durée légale d'archivage) et de portabilité de ses données mais également d'un droit à définir des directives relatives au sort de ses données à l'issue de leur utilisation ainsi que d'un droit d'opposition au traitement de ses données. Pour ce faire, le candidat adressera une demande auprès du Délégué à la Protection des Données de la Commune d'Antibes Juan les Pins accompagnée d'une pièce d'identité à jour : par mail à [rgpd@ville-antibes.fr](mailto:rgpd@ville-antibes.fr) ou par courrier au Délégué à la Protection des Données – Mairie d'Antibes Juan les Pins – Cours Masséna – 06600 Antibes

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Nombre maximal de participants :** 1

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

**Enchère électronique :** non

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal Administratif de Nice.

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** Tribunal Administratif de Nice.

## Section 8 - Organisations

### 8.1 ORG-0001

**Nom officiel :** Ville d'Antibes (06)

**Numéro d'enregistrement :** 21060004500012

**Adresse postale :** Hôtel de Ville Cours Masséna - CS 82205

**Ville :** Antibes Juan Les Pins Cedex

**Code postal :** 06606

**Subdivision pays (NUTS) :** Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays :** France

**Adresse électronique :** [CommandePub-Passation@ville-antibes.fr](mailto:CommandePub-Passation@ville-antibes.fr)

**Téléphone :** +33 492905280

**Adresse internet :** <https://www.marches-securises.fr>

**Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL) :** <http://www.antibes-juanlespins.com>

**Profil de l'acheteur :** <https://www.marches-securises.fr>

**Rôles de cette organisation :**

**Acheteur**

8.1 ORG-0003

**Nom officiel :** Tribunal Administratif de Nice.

**Numéro d'enregistrement :** 17060005000026

**Ville :** Nice

**Code postal :** 06600

**Subdivision pays (NUTS) :** Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays :** France

**Adresse électronique :** greffe.ta-nice@juradm.fr

**Téléphone :** +33 489978600

**Rôles de cette organisation :**

**Organisation chargée des procédures de recours**

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours**

## **Section 10 - Modification**

**Version de l'avis antérieur à modifier :** 387918-2025

**Principale raison de la modification :** Correction par l'acheteur

**Description :** La date limite de remise des offres initialement prévue le Lundi 21 juillet 2025 à 14h00 est reportée au jeudi 31 juillet à 14h00.

10.1 Modification

**Identifiant de la section :** PROCEDURE

**Les documents de marché ont été modifiés le :** 03/07/2025

10.1 Modification

**Identifiant de la section :** PROCEDURE

**Description des modifications :** La date limite de remise des offres initialement prévue le Lundi 21 juillet 2025 à 14h00 est reportée au jeudi 31 juillet à 14h00

**Les documents de marché ont été modifiés le :** 03/07/2025

## **Section 11 - Informations relatives à l'avis**

11.1 Informations relatives à l'avis

**Identifiant/version de l'avis :** 7dcbd94d-afa4-4b36-9d42-a32a30592a7f - 01

**Type de formulaire :** Mise en concurrence

**Type d'avis :** Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

**Date d'envoi de l'avis :** 04/07/2025 à 13:11

**Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible :** français

## 11.2 Informations relatives à la publication

---

Date d'envoi du présent avis à la publication : 04/07/2025